ARC en Ciel

La Revue de Nouveaux Droits de l'Homme

N°70

www.ndh-france.org

4e Trimestre 2013 ■ 3 €

IRAN : APRÈS L'ACCORD DU 25 NOVEMBRE

NI NUCLÉAIRE... NI DROITS DE L'HOMME...

Entrevue avec Maryam Radjavi Présidente élue du Conseil National de la Résistance Iranienne

Entretien avec Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires Étrangères

L'adieu à Mandela

Arc en Ciel

revue de
Nouveaux Droits de l'Homme

ONG avec Statut consultatif près le Conseil économique et social des Nations unies

14, Cité Vaneau
75007 Paris

Tél.: 01 47 53 78 78
Fax : 01 45 56 07 06

Courriel : ndh-ong@wanadoo.fr
www.ndh-france.org

Siège International
Nuevos Derechos del Hombre
Hipolito Yrigoyen :
2038, 2 piso
1089 Buenos Aires
Argentina

Tél et Fax : 00 54-11 4951-0346
Courriels : ndh@ndh.org.ar
www.ndh-argentina.org.ar

Directeur de la Publication
Pierre Bercis

Directeur adjoint
Michel Rocher

Rédactrice en chef
Nezha Dumas

Rédaction
Christian Austruy
Hiroko Bessho
Jean Dominique Capocci
Kéthy Kvantaliani
Marie Danielle Nobin
Michèle Colomes
Pétia Moéva
Véronique Bévin

Impression
Studio Marnat
Tél.: 01 47 40 33 10
www.marnat.fr

Réalisation
Jérôme Allain
Studio Marnat

www.marnat.fr

ISSN : 2267-0092

Sommaire

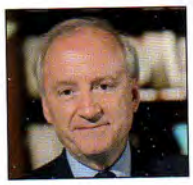
Éditorial

Quelle France ? 3

Dossier

Entretien
Maryam Radjavi, Présidente élue du CNRI 5-7
Cherchez le Diable par Pierre Bercis 8

International



Entretien exclusif avec Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires Étrangères 9
Allo, l'Amérique vous écoute 10
Obama les grandes oreilles, par Christian Austruy
« L'ingénuité des Politiques » par Yves Bonnet, ancien directeur de la DST
Mandela, plus grand mort que vivant par Marie Danielle Nobin 11
Au Congo Kinshasa « Le viol comme arme » par Magali Jandaud 12
Centrafrique et pas sans trafic par Jean Dominique 13

Bulgarie : La Bulgarie est-elle malade ? par Petia Moeva et Lilia Abadjieva 14
Entretien avec Lazar Lazarov, Vice-ministre du travail de Bulgarie 14-16
Géorgie : Élections présidentielles et J.O. de Sotchi par Kéthy Kvantaliani 17

Moldavie : Les droits de l'Homme, sujet d'inquiétude par Mariana Bordoniuc 19
Syrie : Déchirures meurtrières, par Elie Abouaoun 20
Les brèves

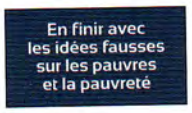
Société

Italie : Cécile Kyenge, ministre noire et fière de l'être par Federica Pezzali 22
France : Lettre ouverte à Christiane par Pierre Bercis 23
La formation à l'esprit de solidarité par Marie Josée Figioli 25
Les baleines et les Japonais par Hiroko Bessho 26-27
Eco-taxe et responsabilité 28
Prostitution : taxer les clients
Ouverture des magasins : une querelle byzantine

Culture

Des livres et nous 30
Finkielkraut par lui même Philippe de Saint Robert 30
« L'entre temps », de René Guitton 31
« Un prisonnier russe », Mikhail Khodorkovski
« ATD Quart Monde : En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté » 32

« Il ne fait jamais nuit » de Ernest Moutoussamy
Goya à la Pinacothèque par Veronique Bévin et Michèle Colomes 33
Georges Braque au Grand Palais 34
Félix Vallotton au grand Palais
Frida Khalo à l'Orangerie par Jean Dominique Capocci



30ème Prix des droits de l'Homme à Boris Cyrulnik 36-37
La liste des lauréats depuis 1984... 38

Maryam Radjavi,
Présidente élue du Conseil National de la Résistance d'Iran à Arc en Ciel

« À Genève, la dictature religieuse a reculé »

Arc En Ciel : Cela fait 32 ans que vous combattez aux côtés de Massoud Radjavi pour les libertés en Iran, n'êtes-vous pas guettée par la lassitude ?

Maryam Radjavi : Pas du tout, nous sommes engagés avec plus d'ardeur et d'enthousiasme que jamais pour la liberté. La libération du peuple iranien de la dictature obscurantiste est pour nous une juste cause et non quelque chose de personnel. Par conséquent elle ne connaît ni fatigue ni répit. D'autant plus que la souffrance énorme de notre peuple sous un des despotismes les plus violents du XXIe siècle, ainsi que le dévouement exemplaire des résistants iraniens (120 000 tombés pour cette cause) constituent un dynamisme puissant pour la poursuite assidue de ce combat. Tant que ces souffrances continueront, tant que les filles et les fils du peuple iranien seront torturés et exécutés pour leur opposition et tant que mes compatriotes subiront les affres de la pauvreté et de la répression, comment pourrais-je me donner du répit ?
Regardez les nouvelles venant d'Iran. Chaque jour des pendaisons publiques de jeunes ; chaque jour des arrestations de femmes et de jeunes dont le crime est de posséder un blog et d'être présent sur les réseaux sociaux. Chaque jour des nouvelles accablantes sur la vie de millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté et n'ont aucune perspective devant elles. Dans ces conditions, les motivations pour poursuivre le combat sont plus fortes que jamais.

AEC : Depuis la présidentielle de juin et l'élection d'un nouveau Président en Iran, un vent d'optimisme souffle sur les médias et les gouvernements occidentaux. Est-ce que vous partagez cet enthousiasme ?

M.R : Telle une bulle cet enthousiasme sera de courte durée et beaucoup seront déçus. Quiconque a suivi les événements des derniers mois en Iran est amené à concéder qu'il n'y a aucun signe de changement avec le nouveau président des mollahs. Ce n'est pas anodin si Hassan Rohani a été une figure sécuritaire de premier plan de ce régime ces trois dernières décennies. Dans les premières années, en 1979, c'est en participant à une épuration cruelle du personnel patriotique de l'armée que Rohani a gravi les échelons du nouveau pouvoir. Au cours de l'épouvantable guerre de Khomeiny avec l'Irak (1980-1988) dans laquelle plus d'un million d'Iraniens ont perdu la vie, le mollah Rohani a obtenu de très hautes responsabilités en raison de son soutien actif à la politique belliqueuse de Khomeiny. Durant cette période il a été successivement membre du Conseil suprême de la Défense, président du QG de la base Khatam-ol-Anbia (un centre militaire névralgique affilié aux gardiens de la révolution), commandant de la défense aérienne sur l'ensemble du pays, ainsi que numéro 2 des forces armées iraniennes.

Ces 24 dernières années, depuis qu'Ali Khamenei est le Guide suprême de la dictature intégriste, Rohani a été son représentant au sein du Conseil suprême de sécurité nationale. A ce titre, il a joué un rôle prépondérant dans la répression de la révolte étudiante en 1999. Dans le domaine international, il a joué un rôle central dans les grands projets visant à fourvoyer la communauté internationale sur le programme d'armement nucléaire. C'est lui qui dirigeait la délégation iranienne dans les négociations avec les États-Unis lors du fameux scandale de l'Iran-Gate (Iran-Contra), recevant à Téhéran McFarlane, le conseiller à la Sécurité nationale de Ronald Reagan. À l'époque - au milieu des années 1980 - Rohani et ses collègues ont réussi à berner les États-Unis et à leur extorquer 4000 missiles anti-char TOW.

Le projet suivant a été mené avec la *troïka* européenne. Dans les pourparlers avec les ministres des Affaires étrangères français, allemand et britannique en 2004 et 2005, Hassan Rohani, alors négociateur en chef, a apparemment accepté la suspension de l'enrichissement de l'uranium. Mais comme il s'en est vanté plus tard, le régime a continué à compléter ses installations nucléaires tout en évitant les sanctions que la *troïka* a annulées. Par conséquent, ni sur la scène intérieure ni sur la scène internationale, Rohani ne représente une solution crédible vers la modération ou le changement.

L'accord de Genève du 25 Novembre

AEC : Quand le régime déclare ne pas chercher l'arme atomique, croyez-vous en sa sincérité ?

M.R : Non. A travers ses manœuvres et ses faux-semblants de modération, le régime cherche à payer le plus petit prix possible. Il cherche à la fois à compléter son programme d'armement nucléaire et à obtenir un allègement des sanctions internationales. N'oublions pas qu'il traverse une crise gravissime qui est la somme de plusieurs facteurs : les conséquences politiques de la révolte de 2009, l'impact du processus révolutionnaire en Syrie, la lutte intestine au sommet du pouvoir et enfin le marasme économique (qui a commencé avant les sanctions internationales pour empirer au fil du temps).
Nous estimons que le régime est dans sa phase terminale. Car deux perspectives se présentent à lui : soit se montrer intransigeant sur le nucléaire et subir des pressions internationales accrues combinées aux paramètres intérieurs et au mécontentement populaire, ce qui accélérera son renversement ; soit renoncer au programme nucléaire et courir le risque d'une exacerbation des dissensions au sein du pouvoir, favorisant ainsi le terrain à l'implosion du régime.

La dictature, elle, voudrait une troisième perspective : réduire les contraintes politiques et économiques avec l'allégement des sanctions internationales, tout en poursuivant son programme nucléaire illicite, parce que dans sa logique, la bombe est un gage de survie.
C'est dans cette optique que l'on peut évaluer l'accord signé le 25 novembre à Genève. Bien entendu sous la pression des crises internes et externes, les mollahs ont dû reculer d'un cran. L'accord comporte la suspension des activités dans le site d'eau lourde d'Arak. Et pourtant cet accord est insuffisant pour écarter le danger de voir les mollahs se doter de la bombe.
Les engagements et les garanties formulés dans cet accord ne sont pas à la hauteur des dimensions et des avancées de ce programme, ni même au degré d'imposture dont ce régime est capable.
A la veille de ces négociations, la Résistance iranienne a dévoilé l'existence de nouveaux sites clandestins au centre de l'Iran. Le rapport du 14 novembre du directeur de l'Agence internationale de l'Energie atomique a clairement pointé du doigt « les facteurs et les activités nucléaires non déclarées.»
Pour contrôler les dissimulations et les ruses de ce régime, il n'existe pour tout mécanisme et garantie efficaces que l'application du protocole additionnel, à savoir les visites inopinées des inspecteurs de l'ONU. Malheureusement les puissances se sont privées d'imposer ce protocole au régime. A la place de ces inspections, le texte de l'accord prévoit que les inspecteurs ne pourront visiter que quelques sites connus.

(Suite page 6)

L'Iran recule sur le nucléaire

Maryam Radjani acclamée par les militants

Même un site sensible comme celui de Parchine que l'AIEA demande à inspecter depuis longtemps est exclu de l'accord.

Tous les engagements pris par le régime dans cet accord sont réversibles. Il peut comme en 2004, quand il a repris l'enrichissement, revenir à la case départ dès qu'il le souhaite.
Le plus grave, c'est que les résolutions du Conseil de sécurité ont été contournées. Les résolutions 1737, 1747, 1803 et 1929 qui insistent sur l'arrêt de l'enrichissement et sur l'adhésion au protocole additionnel sont focalisées sur les centres névralgiques de la fabrication de la bombe du régime. Lors des dernières négociations, les 5+1 n'ont pas stoppé l'enrichissement et laissent toujours la clé de la bombe aux mains des mollahs.
Si ces pays avaient agi avec fermeté, loin de toutes considérations économiques et politiques, ils auraient pu démanteler le projet de construction de la bombe lors des dernières négociations. Durant les six mois à venir prévus dans l'accord, si ces pays mettent de côté la complaisance, ils pourront combler les lacunes de cet accord et écarter le danger de l'arme nucléaire des mollahs. Tout accord doit comporter des mécanismes stricts pour les empêcher de tricher. L'objectif du régime est de déstabiliser le dispositif des sanctions et de reprendre son souffle. Tant que le danger de l'acquisition de la bombe subsiste, il faut maintenir les sanctions internationales.

AEC : Les membres de l'OMPI réfugiés à Achraf ont récemment été victimes d'une terrible tuerie, pourquoi le silence de la communauté internationale ?

M.R : La réaction devant ce crime contre l'humanité, commis par le gouvernement de Maliki sous la direction des mollahs de Téhéran, est un test important pour la communauté internationale, notamment pour les États-Unis, l'Union européenne et les Nations unies. Un test de leur attachement aux engagements vis-à-vis du droit international, des principes humains et des normes éthiques. Les 52 victimes, dont six femmes, assassinées par les forces du premier ministre irakien étaient sans défense et avaient le statut de personnes protégées par la 4e convention de Genève.
On leur a liés les mains dans le dos avant de les abattre d'une balle dans la tête dans le pur style des exécutions collectives. Certains gisaient sur des lits d'hôpital. Auparavant, le 15 juin, jour de l'annonce du résultat de la présidentielle des mollahs, le camp Liberty en Irak où se trouvent 3000 membres de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (Ompi), a été la cible d'une attaque meurtrière à la roquette, faisant deux morts et des dizaines de blessés. Les USA et l'ONU étaient censés assurer la protection de ce camp. Une attaque similaire avait eu lieu le 9 février dans laquelle neuf résistants ont perdu la vie.
Quand les Moudjahidine du peuple étaient à Achraf, ils avaient dû faire face à deux grandes tueries orchestrées par les forces irakiennes sur ordre de Téhéran : le 8 avril 2011 avec 36 martyrs, et le 29 juillet 2009 avec 11 martyrs. Il m'est difficile de décrire les dimensions de la sauvagerie dans ces crimes contre l'humanité. Par exemple, dans l'attaque d'avril, les forces irakiennes ont écrasé volontairement sous leurs blindés Humvees américains, des habitants d'Achraf. Le film de ces scènes insoutenables est disponible sur le net. Les gouvernements occidentaux et les Nations unies se sont chaque fois contentés de condamner les tueries, sans plus.
Le caractère scandaleux de cette situation c'est que les USA et l'ONU ont les moyens d'empêcher ces tragédies. Mais en renonçant à leurs engagements, écrits et oraux, ils ont envoyés un mauvais message, souvent interprété par Téhéran et Bagdad comme un feu vert pour de nouveaux crimes. En tant que juriste vous savez très bien que la non-assistance à personne en danger est en soi un délit, a fortiori s'il y a une responsabilité de protection. Pourtant, avant chaque attaque nous avons mis en garde les États-Unis, l'ONU et l'Union européenne. J'ai moi-même écrit de nombreuses lettres au Président américain, au Secrétaire général des Nations unies et aux chancelleries européennes, les exhortant à aider pour éviter le pire.
Pourquoi la communauté internationale garde-t-elle le silence devant le bain de sang des membres de l'opposition démocratique ? Pourquoi l'Amérique et les pays euro-péens oublient-ils leurs engagements internationaux et s'agenouillent devant l'arrogance et les crimes des mollahs ? Leur attitude irresponsable n'a pas seulement porté préjudice au peuple iranien et ceux de la région. Elle a également incité les mollahs à étendre leur intégrisme et terrorisme ailleurs dans monde, notamment en Europe et aux États-Unis.
Rappelons-nous que les États Unis avaient promis la démocratie en Irak. Le président américain est allé si loin dans ses louanges à l'actuel gouvernement irakien, qu'il lui a décerné le titre d'exemple de la démocratie ! Est-ce que le gouvernement fantoche des mollahs en Irak dont la politique est dictée par la Force Qods des gardiens de la révolution est un exemple de la démocratie promise ? Est-ce que la bande de criminels (et non un gouvernement en bonne et due forme) qui gouverne en Irak par des attentats meurtriers et qui a fait du viol une torture systématique pour tous les prisonniers – comme le dénonce le vice président irakien M. Tarek Al-Hachemi- est un exemple de démocratie ? Soutenir ces bouchers qui s'acharnent sur les peuples du Moyen-Orient n'a aucun sens. Les terroristes au pouvoir en Iran, en Irak ou en Syrie ont mis la région à feu et à sang. Pourquoi font-ils l'objet d'une politique de complaisance ?
Pour nous, œuvrer pour le changement de la politique désastreuse des gouvernements, caractérisée par leur faiblesse et leur complaisance avec les mollahs, fait partie de notre combat contre le régime. Car la politique de complaisance a toujours été une bouée de sauvetage pour les dictateurs iraniens.

Nucléaire et droits de l'Homme

AEC : Les sanctions ont été imposées par les Occidentaux pour le nucléaire plutôt que pour les droits de l'homme en Iran. Croyez-vous que l'on peut alléger les sanctions quand les violations des droits humains continuent sans répit ?

M.R : Nous sommes sérieusement opposés à l'allégement des sanctions internationales contre le régime des mollahs. Surtout, nous estimons que les responsables iraniens des crimes contre l'humanité au cours des 35 dernières années doivent être traduits devant la justice internationale. Ceux qui plaident pour l'allègement des sanctions ne font en réalité que

pas sur les Droits de l'Homme

secourir le régime chancelant. Alors qu'ils ne sont même pas prêts à faire un pas substantiel en arrière sur le dossier du terrorisme ni sur leur ingérence dans la région, les mollahs pressent avec insolence pour des concessions de poids occidentales. L'atténuation des sanctions ne va pas seulement diminuer la pression sur le système financier et commercial de Téhéran, elle sera aussi interprétée comme une caution pour maintenir l'étau sur la société iranienne et étendre l'emprise du régime dans la région. Soulignons que ceux qui proposent de suspendre partiellement des sanctions rendent d'autant plus de services aux mollahs qu'ils savent que la première faille dans le train des sanctions, fruit d'un processus politique, juridique et financier long et ardu, aboutira inévitablement à son affaissement total.

AEC : Si les Occidentaux renoncent à la question des droits de l'homme pour l'Iran, ne serez-vous pas pris entre deux feux : d'une part un régime à Téhéran cautionné par la communauté internationale, et d'autre part les pays démocratiques où sont situés vos sièges à l'étranger.

M.R : Malheureusement les gouvernements occidentaux négligent déjà la question des droits humains en Iran. Au-delà des simples condamnations, faibles et inefficaces, qui n'engagent pas leur responsabilité, ils ne font rien de concrets. Pis, ces derniers sont même allés jusqu'à fournir des équipements de pointe et d'écoute à Téhéran pour le contrôle et la répression de la société. Rappelons que dans le commerce avec l'Iran, ce sont les pasdaran, responsables de la machine de terreur et de répression en Iran, qui sont les partenaires commerciaux des firmes et des gouvernements occidentaux. Or, si ces derniers étaient fidèles aux principes démocratiques et humanistes, ils subordonneraient leurs relations avec les mollahs à l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Iran. Cependant il leur est difficile, dans ces circonstances, de justifier leur marchandage avec le régime sous prétexte des soi-disant gestes de modération et leur participation dans la répression de la Résistance iranienne.

Le rapport de force a changé et c'est une réalité que les mollahs sont affaiblis, pataugent dans la crise et vivent leur phase terminale. Cela rend plus difficile de tels marchandages, et s'il en venait à être ainsi, ni le régime, ni l'Occident n'en tirerait profit. D'autant plus que les gouvernements occidentaux ont déjà testé cette voie. Au début du siècle, ces gouvernements se sont salis avec cette politique. L'apogée a été l'assaut brutal en France contre le siège Conseil national de la Résistance iranienne le 17 juin 2003.

Un complot concocté conjointement par le gouvernement français et celui du mollah Khatami. Le résultat de cette complicité pour la répression de l'opposition n'a pas renforcé Khatami et les soi-disant modérés. C'est plutôt Ahmadinejad et les durs qui ont pris le dessus et il y a toujours des membres du gouvernement Khatami en prison en Iran.

AEC : De nombreux personnalités françaises et étrangères vous soutiennent et participent à vos grands rassemblements. Ne craignez-vous pas qu'elles prennent leurs distances sous prétexte qu'il y a des modérés aujourd'hui au pouvoir en Iran ?

M.R : Non, nous ne sommes pas inquiets. Ces personnalités françaises, européennes et américaines ont montré une solidarité et une constance exemplaires dans les années les plus difficiles du combat de l'opposition iranienne.

À l'époque, l'Ompi était dans la quasi totalité des listes terroristes occidentales et sa diabolisation faisait rage. Des piles immenses de documents truqués et de faux témoignages produits par les services des mollahs contre la résistance étaient envoyées aux parlementaires et aux amis de la résistance. Ces derniers, en France et ailleurs, ont payé cher leur soutien. Ils ont été la cible de pressions et de chantage multiples. Il est même arrivé qu'aux États-Unis, de gros dossiers judiciaires soient montés contre nos amis. Mais toutes ces pressions n'ont pu entamer leur détermination politique. Ils constatent avec réalisme qu'un avenir démocratique et laïc est la seule solution pour l'Iran. C'est pourquoi ils ont choisi de soutenir l'alternative démocratique du CNRI contre les fascistes religieux au pouvoir en Iran.

Si Rohani avait accepté ces cinq critères, nous aurions été extrêmement satisfaits. Cela aurait inévitablement conduit à un changement de régime en Iran. Mais Rohani n'a les moyens de ne réaliser aucun de ces critères et l'expérience des cinq mois écoulés depuis son élection montre que la situation s'est partout dégradée. Surtout dans le domaine des droits humains et l'ingérence en Syrie. Regardez la présence massive des pasdarans en Syrie ces derniers mois et les 320 pendaisons en cinq mois en Iran.

AEC : Pouvez-vous nous donner un bref aperçu de l'évolution des droits de l'homme en Iran depuis l'élection d'Hassan Rohani ?

M.R : Depuis le début de l'année, quelques 500 personnes ont été exécutées en Iran. 320 ont été pendues sous le gouvernement Rohani. Des milliers de condamnés attendent dans le couloir de la mort. Les châtiments cruels comme les exécutions publiques, aveugler des condamnés, amputer des mains et des pieds n'ont cessé sous ce gouvernement de soi-disant modérés, ni la répression des femmes accusées de transgresser le code vestimentaire obligatoire, ni la campagne de terreur contre les jeunes des quartiers et la répression à outrance des étudiants...

Le grand rassemblement annuel à Villepinte

Je crois qu'avec tous nos amis en Europe, aux États-Unis et dans le monde arabe il existe une convergence de vue sur les critères d'un véritable changement en Iran.

Au lendemain de l'élection de Rohani, j'ai déclaré qu'un véritable changement ne pourrait avoir lieu en Iran qu'en respectant cinq critères : la libération de tous les prisonniers politiques, la liberté des partis politiques et des rassemblements, la liberté d'expression, la fin de l'exportation du terrorisme et de l'intégrisme (surtout en Syrie et en Irak) et enfin le renoncement à l'arme atomique.

A cela, il faut ajouter le combat acharné contre les antennes satellite qu'on arrache des toits pour les écraser sous les blindés dans une mise en scène odieuse, en public. Certes Rohani parle parfois de libéraliser les pratiques et de changer d'attitude. Mais il entend uniquement réduire la pression sur la faction lésée du régime qui a été écartée du pouvoir sous Ahmadinejad. Car le guide suprême des mollahs sait très bien ce que tout changement substantiel dans la répression et le relâchement de l'étau qui écrase la société, conduirait à l'effervescence populaire et au renversement de son régime. Néanmoins nous leur disons : n'hésitez pas, tentez votre chance dans cette voie ! ■